

## Faire la paix avec l'eau

*Terre à terre, émission du 21 Mars 2009*

### Page Officielle :

[http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre\\_a\\_terre/fiche.php?diffusion\\_id=71305](http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre_a_terre/fiche.php?diffusion_id=71305)

### Page Archives :

<http://terreaterre.wv7.be/faire-la-paix-avec-l-eau.html>

### Transcription :

**Ruth Stégassy** : Ce matin, on continue à parler eau; et cette fois on se dirige vers Bruxelles. Maude Barlow, on vous doit une expression, qui a eu un succès extraordinaire, c'est celle de l'or bleu. C'est vous qui l'avez inventée. Au départ, c'était dans un rapport que vous aviez fait. Et puis c'est devenu le titre d'un livre, qui a été traduit en France en 2003. On vous retrouve quelques années après, toujours aussi impliqué dans la question de l'eau, toujours aussi prêt à défendre cette cause par monts et par vaux. Vous êtes même devenu experte auprès des Nations Unies sur cette question. Je vous ai entendue dire ce matin que le problème de l'eau n'est pas une conséquence, mais une cause du changement climatique. Ca me paraît extrêmement important.

**Maude Barlow** : Effectivement, c'est un concept extrêmement important, qu'il faut comprendre. Ce que nous comprenons tous, c'est que les problèmes de l'eau sont en fait liés à un changement climatique lié à son tour à la production de CO2. Nous savons que ceci affecte l'eau, qu'il y a fonte des glaciers. Nous savons aussi que ce changement climatique modifie l'atmosphère, qui fait que l'évaporation se fait plus vite. Ca, on le sait, tous. Ce que l'on ne sait pas, c'est que ce que nous faisons nous à l'eau, affecte à son tour le changement climatique, et à mon sens autant que l'émission de gaz à effet de serre. Nous polluons les eaux de surface et les aquifères, et en plus nous les utilisons et les exploitons trop. Nous perturbons ainsi le cycle hydrologique qui doit être le cycle naturel; nous utilisons trop l'eau, pour par exemple irriguer les déserts, ou prélever trop d'eau dans les aquifères, ou dans les déserts, pour els réseaux d'alimentation urbaine. On est donc en train de retirer l'eau qui se trouve à l'intérieur des terres, à une cadence très rapprochée. Ceci est en train de créer des déserts; et cela crée par endroits trop de puits, et ailleurs pas assez. Il y a des centres où on a trop de sécheresse, parce que le cycle de l'eau a été perturbé par notre intervention. Or ce cycle a un effet rafraîchissant. Or ce que disent les scientifiques de plus en plus, c'est que si nous ne faisons pas une bonne analyse de ce qu'est le changement climatique, et ses raisons, nous n'allons pas trouver de bonnes solutions. Et prendre en compte exclusivement les gaz à effet de serre, c'est mettre de côté et oublier d'autres éléments importants, le respect des aquifères, le respect du cycle hydrologique, qui est extrêmement important. Il faut comprendre la

nature. La nature a mis l'eau là où elle était nécessaire, et il faut la remettre là où elle se trouvait. Or, c'est un enseignement que nous n'avons pas encore tiré. Et nous en subissons aujourd'hui les conséquences.

**Ruth Stégassy :** Les conséquences, qui ne se font pas subit uniquement dans quelques pays du Sud, lointains, et assez pauvres, qu'on pourrait plaindre, et puis on tournerait le bouton et on regarderait un autre programme à la télévision. Aujourd'hui, les conséquences se font sentir partout. Alors peut-être pas quand même jusqu'à votre pays, le Canada, qui est réputé être une des plus grandes réserves d'eau de la planète, et un des pays vers lesquels on regarde pour l'avenir, justement.

**Maude Barlow :** Il y a effectivement beaucoup d'eau au Canada, d'où la question qui se pose pour nous, et pour d'autres pays qui ont beaucoup d'eau, comme le Brésil par exemple: est-ce qu'il faut la partager, cette eau? Et là, je fais une distinction très nette, entre partager et vendre. Car si nous vendons l'eau au Canada, nous allons la vendre à Las Vegas, à toute la partie sud-ouest des Etats-Unis, où il y a les grosses industries informatiques par exemple.

**Ruth Stégassy :** Ca se passe déjà, non?

**Maude Barlow :** Non, pas encore. Non, ce que nous faisons, c'est que nous vendons beaucoup d'eau en bouteille, pour l'instant. Mais nous avons réussi à empêcher trois diversions importantes au Canada. On s'intéresse évidemment beaucoup aux grands lacs, mais je crois que les Américains ne veulent pas cette diversion à partir des grands lacs. Le risque, c'est plutôt que l'on utilise l'eau vers le nord du Canada. Et d'ailleurs, les grands opérateurs canadiens souhaitent vendre ces ressources là. Je pense que ce n'est pas une bonne chose, parce que la vente, ça voudrait dire vendre à ceux qui peuvent se payer cette eau, et pas aux autres.

Deuxième aspect de la question, si l'on partage, comment va-t-on partager d'une manière qui soit écologique? Par exemple chez nous, l'eau se trouve dans un écosystème qui vit grâce et autour de cette eau. Il se trouve que les cours d'eau vont vers le nord du pays, chez nous au Canada. Donc ces bassins versants ont un rôle écologique important. Or, si on veut faire une diversion, il va falloir inverser le cours de l'eau, utiliser des techniques d'ingénierie probablement, éventuellement l'énergie nucléaire, pour inverser le flux de ces réseaux hydriques. Donc il y a des implications très importantes. Alors bien sûr, nous avons de la chance, parce que nous avons toute cette eau qui est présente. Certes, c'est une bonne chose. Mais il faut quand même bien réfléchir avant d'avoir tous ces grands mouvements commerciaux d'eau de par le monde. Car les effets sont là.

Deuxième point: est-ce que des parties du monde importantes souhaitent devenir dépendantes d'autres pays, en ce qui concerne les ressources en eau? Et c'est d'autant plus vrai, d'autant plus pertinente cette question, qu'on voit actuellement des pays qui achètent des zones entières dans d'autres pays du Sud, uniquement pour les ressources en eau. Alors que se passe-t-il si le vendeur demain décide de fermer les robinets? Je pense qu'il faut vraiment utiliser et préserver les ressources locales en eau. C'est d'autant plus important que nous avons une société de consommation qui s'appuie beaucoup et énormément sur la technologie. Alors, utiliser la technologie pour faire diversion, et déplacer les ressources en eau, ça serait très dangereux.

**Ruth Stégassy** : C'est d'autant plus inquiétant et dangereux, effectivement, que cette fascination pour la technologie s'accompagne d'une méconnaissance totale des cycles de l'eau.

**Maude Barlow** : Effectivement, se dire que la technologie a réponse à tout, c'est se déconnecter complètement du vrai fonctionnement de la nature, et de ce dont nous avons besoin. Ce dont on a besoin, c'est conservation absolue, protection des bassins versants tels qu'ils existent. Et il faut une gestion intégrée des bassins versants. C'est très important. Il faut une législation très puissante contre la population, avec effectivement des amendes très lourdes contre les entreprises qui polluent le réseau hydrique, car il n'y aura pas de droits de l'Homme sans droits à l'eau. Si on détruit les ressources en eau, il n'y a plus rien, il n'y a plus de droits du tout. Et, je pense, - et c'était beaucoup le cas sous l'administration Bush, on va voir ce que fera Obama et son administration -; on a eu beaucoup recours à la technologie. On pensait aux nanotechnologies, à la désalinisation, et il y avait ce principe qui disait: à peine l'eau est sortie des toilettes littéralement, on va la régénérer, et on va la réintégrer dans le réseau hydrique. C'est dangereux. On ne peut pas utiliser les ressources de la sorte en faisant fi de tout. On ne peut pas se voiler éternellement la face, face à cette réalité: si on s'éloigne trop de la réalité, si on n'est pas un peu plus harmonieux avec les ressources en eau telles qu'elles existent dans la nature, des espèces vont disparaître de plus en plus, et l'espèce humaine y compris.

**Ruth Stégassy** : On dit même que l'aboutissement est qu'il n'y aurait plus d'eau que pour les humains, et uniquement pour les humains qui pourraient payer.

**Maude Barlow** : Effectivement, il y a beaucoup de conflits autour de l'eau, dans le monde, actuellement. Vous savez, nous sommes bientôt 7 milliards sur cette planète. Il ya des modes de vie qui sont ceux en fait d'une société de consommation. Alors ce sont nos besoins. Et face à ça, il y a les besoins d'autres espèces, et de la nature. Je crois que la Terre est saturée; elle a du mal à faire face à nos besoins en eau, mais pas seulement en eau. Et nous puisons trop dans toutes les ressources qu'offrent ces bassins versants. On voit que les déserts se développent; la Chine crée un désert de la taille de Road Island chaque année. Et nous ne comprenons pas qu'il y a un équilibre à respecter ici, et que si nous ne maintenons pas suffisamment d'eau pour le monde, la nature qui nous entoure, ne va plus pouvoir nous soutenir dans nos besoins. Tout: les voitures, l'eau que l'on boit, l'alimentation; tout ce qu'on a dans notre vie provient de la nature, même ce qui est artificiel. Le plastique, au final, ça vient de la nature. Et si nous ne prenons pas soin de la nature, et notamment si on ne maintient pas cette eau dans des conditions de propreté qui permettent sa pérennité, nous allons détruire nos ressources, et ça sera à terme un jour la nature qui se retournera contre nous, et qui nous détruira à son tour.

**Ruth Stégassy** : Wenonah Hauter, vous représentez une ONG américaine, dont le nom tout à fait intéressant fait le lien entre deux problèmes essentiels: l'association Food & Water Watch. C'est un comité de surveillance de la nourriture et de l'eau. Donc pourquoi est-ce que vous associez les deux?

**Wenonah Hauter** : Nous sommes une organisation militante, qui pense que nous devons voir les choses différemment, notamment la relation entre l'eau et

l'alimentation. La manière dont on produit les denrées alimentaires utilise beaucoup d'eau, et c'est une autre façon de privatiser nos ressources en eau. Et nous pensons que les gens se positionnent par rapport à la vie politique, à travers des choses comme notamment les denrées alimentaires qu'ils vont ingérer, ou l'eau qu'ils vont consommer. Et nous pensons que la manière de faire que les Américains se mobilisent au plan politique, c'est de les mobiliser autour de choses qu'ils ingèrent au quotidien, et qui selon eux vont de soi. Donc c'est pour cette raison que nous avons développé un programme national et international autour de la gestion des ressources marines et en eau. Nous nous battons contre la privatisation des ressources en eau aux Etats-Unis par exemple, et nous avons d'autre part un programme qui se concentrent sur tous les problèmes qui sont liés à la manière dont nous produisons et transformons les denrées alimentaires et les produits alimentaires. Nous sommes mobilisés autour de la souveraineté alimentaire, la manière dont les gens au plan local vont contrôler et la production alimentaire, et ce qu'ils mangent. Nous ne voulons pas que ce soit de grosses multinationales qui dictent les habitudes alimentaires. Car cette production alimentaire là affecte également nos ressources en eau.

**Ruth Stégassy** : C'est intéressant de vous entendre associer la souveraineté alimentaire au plus grand empire agricole mondial. Et donc j'aimerais que vous nous parliez peut-être davantage de la réalité agricole américaine.

**Wenonah Hauter** : Le mode de production alimentaire aux Etats-Unis crée des déserts alimentaires à la fois aux Etats-Unis, et dans le reste du monde. Pourquoi? Parce que nous produisons en fait des produits de base (du maïs, du soja par exemple), qui sont ensuite utilisés pour la transformation, la production des aliments transformés. Les agriculteurs sont contraints de produire ces produits de base, parce que de toute façon ils n'ont pas d'autre marché pour vendre d'autres produits à cause de la consolidation des marchés. Et ceci concerne à la fois les légumes, et la viande. Donc pour cette raison, ils font des produits de base à la demande de gros négociants, comme Cargill, un gros transformateur comme Kellog par exemple, et toutes ces grosses multinationales qui vendent cette malbouffe dans le monde entier. De sorte que nous sommes en train d'empoisonner littéralement le sol. Parce que par exemple, la culture du maïs requiert beaucoup d'eau, et des produits chimiques, qui vont à leur tour empoisonner l'eau. Donc on va commencer par empoisonner l'eau pour produire ces produits de base, qui ensuite vont passer dans l'alimentation qui sera de la malbouffe.

Donc notre combat à nous, c'est examiner tout notre système alimentaire, et ne plus s'appuyer et se fonder complètement sur ces échanges et ce commerce international, qui ne bénéficie qu'aux grosses multinationales. Et une grande partie des cultures qui étaient faites aux Etats-Unis, par exemple les asperges, l'ail, ces denrées là sont produites désormais dans le monde en développement. Par exemple, c'est la Chine qui produit la plupart de l'ail, le Pérou fait de l'asperge, au Mexique ce sont les tomates, la viande vient en grande partie d'Amérique latine. Et ça, c'est préjudiciable à la fois pour ces pays producteurs, parce qu'il y a un modèle de développement qui est faussé à cause de cette production. Les gens sont évincés de leurs terres, puisqu'il faut qu'ils fassent de la place à ces grandes monocultures, et à ces cultures qui sont des cultures d'exportation, plutôt que de produire pour la population locale. Et en même temps dans les pays développés, les agriculteurs sur place sont quasiment victimes de servage. Ils ne peuvent pas choisir leurs cultures,

ils ne pourraient pas vivre sans les grandes multinationales. Et la population vit essentiellement de l'alimentation qui vend ce qui fait l'objet de publicité, ce qui est développé par notre système économique. Donc la plupart des gens vont vers cette malbouffe, alors qu'il y a une minorité qui a à la fois et l'éducation, et les ressources financières, qui vont lui permettre d'acheter du bio, ou une alimentation qui fait l'objet d'une préparation un petit peu plus naturelle.

Alors nous sommes dans le pays le plus riche du monde – un peu moins actuellement avec la crise -, mais il n'en reste pas moins que les citoyens sont très mal alimentés, et qu'ils ont un degré de mauvaise nutrition qui est assez comparable à ce qu'on peut voir en Afrique.

**Ruth Stégassy :** Les mêmes, ou d'autres. Chez nous, c'est plus des problèmes de surpoids, d'obésité, de diabète.

**Wenonah Hauter :** Effectivement, des régimes hypercaloriques, des surcharges pondérales très fréquentes; évidemment, ce n'est pas le même problème. Je ne vais quand même pas donner le sentiment que la population des Etats Unis connaît le même problème de survie ou de subsistance au quotidien comme ça peut être le cas en Afrique. Mais enfin, c'est quand même incroyable de se dire que ces gens sont victimes, et meurent d'un trop de bouffe, plus que de carences alimentaires.

**Ruth Stégassy :** Et si on revient à l'eau, maintenant?

**Wenonah Hauter :** Nous avons un programme qui concerne l'eau, et qui prend en compte à la fois la question liée à l'agriculture, et puis la question de la privatisation, aux Etats Unis et dans le reste du monde. Rendez-vous compte que nous sommes dans un pays où quasiment tout est privatisé, et où le système de gestion de l'eau est public à 85%. La gestion est relativement bonne d'ailleurs; il y a parfois des pannes de substances chimiques qui peuvent être présentes dans l'eau, mais c'est lié à des carences de réglementations, ou à un manque d'application de cette réglementation. Donc je crois que la gestion de l'eau est relativement satisfaisante. Mais comme il y a certaines carences, il y a des grosses multinationales étrangères – je pense à Suez Veolia par exemple, et puis à un autre gros groupe allemand -, qui se sont mises sur le marché de l'eau privatisée, parce que les Américains consomment énormément d'eau, et elle est bon marché ici. Et ils n'ont pas si bien marché que ça, et ils se sont dits qu'ils allaient pouvoir parler de rentabilité économique. Mais en fait, cette rentabilité ils l'ont obtenue comment? Tout simplement en renvoyant quasiment la moitié des effectifs, et je n'exagère pas. A Atlanta par exemple, Suez est arrivée, et a repris tout le système de gestion de l'eau potable. Ils n'ont pas réussi à collecter les redevances, l'eau était parfois sale certains jours. Ils ont donc très mal travaillé sur place, et ils ont été évincés par la municipalité. Il y a d'autres villes, comme la Nouvelle Orléans, où ils ont du mal à se maintenir également. D'où leur nouvelle stratégie depuis 4-5 ans. Il faut que je vous dise que depuis le milieu des années 1990, nous combattons ces grosses entreprises. Alors maintenant, ils ciblent des petites communautés locales. Ils essayent d'obtenir par exemple des baux de 90 ans, ce 'est le par exemple dans l'Oaïho. Je sais qu'il y a eu des élections en novembre de l'année dernière, avec un référendum, où les gens ont dit non à la privatisation. Donc il y a ce mouvement qui gagne du terrain, où les citoyens disent non à la privatisation de l'eau, à la gestion de l'eau.

**Ruth Stégassy :** Vous exagérez un peu, Ricardo Petrella. Alors que depuis des années, vous êtes le grand sage sur les questions de l'eau, que vous en avez fait le combat de votre vie, vous continuez d'avoir le trac, comme un débutant, et toujours la peur de ne pas être compris. Et pourtant, vous connaissez votre sujet par cœur, et vous en tirez des images fortes, importantes, très claires. Ce matin, vous avez initié cette conférence, dont vous êtes l'organisateur véritablement pas 4 constats très forts. Donc je vais vous demander de les redéfinir brièvement; et puis on partira sur les questions plus politiques. Vous dites que la crise de l'eau est d'origine anthropique; elle est d'origine humaine, et que donc il n'y a pas de fatalité à cette crise. Vous dites qu'elle est grave, vous dites qu'elle est destructrice des solidarités et de la paix.

**Ricardo Petrella :** Oui. On a toujours peur dans le sens où si vous regardez la réalité, malgré 30 ans de prise de conscience de la gravité du problème de l'eau, au niveau officiel, au niveau gouvernemental, au niveau de l'industrie, au niveau des gens, la situation est loin de l'améliorer, et s'aggrave. Donc, on doit avoir peur de soi-même, de sa responsabilité. Que sommes-nous en train de faire? C'est facile de viser les citoyens, ou les politiciens, ou bien les industries. Donc on a une espèce de questionnement général que nous devons nous poser. Est-ce que finalement notre société aime la vie, aime-t-elle quoi: la puissance, l'argent, la cupidité, la concurrence, la compétitivité, le rendement à court terme, la satisfaction immédiate de sa propre utilité? Et si la réponse est que l'on aime ça, à court terme, plutôt que d'aimer la vie, il faut avoir peur de cette société là.

Alors vous me disiez: quelles sont les caractéristiques de la question de l'eau? Effectivement, la crise de l'eau est puissante, parce que au fond, c'est nous qui l'avons créée; ce ne sont pas les nuages, pas le bon Dieu, pas les montagnes, pas les rivières, qui font la crise de l'eau. A partir de certaines conditions météorologiques, oui. Mais au fond, il y a crise de l'eau, à cause du comportement humain. A cause par exemple de manière très pratique de notre système d'irrigation, à cause de notre système de production de biens, notre consommation qui est intenable par rapport aux ressources accessibles de l'eau. Donc la crise de l'eau est l'œuvre de notre action. Peut-être est-ce que cela laisse la porte un peu ouverte à l'espoir, parce que ça signifie que la crise n'est pas une fatalité; elle dépend de nous, nous pouvons la résoudre. C'est la même chose dans le domaine financier. C'est notre système financier qui est générateur de la crise. Donc on peut résoudre le système de la crise financière

La deuxième caractéristique de la crise de l'eau, c'est qu'elle est mondiale. Personne n'échappe plus au fait soit de la pénurie d'eau, soit de la raréfaction croissante de l'eau pour nos usages humains, soit à la qualité de l'eau. La pollution est partout. Nos sols ont été détériorés partout. A commencer par les Pays Bas, où la terre n'est que du sable. Et elle produit encore quelque chose, parce qu'on y met du fertilisant. Mais sinon, il n'y a plus de petits animaux, de petites bêtes, dans le sol, des Pays Bas. C'est bizarre. Les Etats Unis n'ont plus de véritables terres, même s'ils pompent de l'eau.

**Ruth Stégassy :** Ce sont même des fleuves qui s'arrêtent.

**Ricardo Petrella :** Oui. Alors, si vous voulez parler des fleuves, c'est extraordinaire. Des lacs, des petits fleuves, disparaissent dans la plupart des pays. Les torrents, on

n'en a presque plus dans nos pays. Rien qu'en Chine, 13000 lacs ont disparu. Les lacs en Afrique également. Donc c'est mondial. Mondial, signifie une réponse mondiale. Et là, il y a un pessimisme. On se dit, après 30 ans que tout le monde a compris ça, que tout le monde aurait des solutions nationales. L'économie, la sécurité alimentaire, la sécurité hydrique, la sécurité de l'environnement économique: on ne peut pas partager l'eau, même si l'eau appartient à des bassins transnationaux. On se rend compte que l'eau vient de l'autre côté des frontières. Et ça c'est donc au niveau mondial. Mais les réponses, au lieu d'être mondiales, sont nationale, au nom du principe que chacun doit passer à la compétitivité économique, et que quand il y a un problème, la richesse vient de la solidarité. Ce n'est pas le chacun pour soi. Pourtant on le sait; on ne le fait pas.

Et la troisième caractéristique, c'est que la crise est grave, parce qu'au fond, elle touche la vie. Ce qui est intéressant encore, c'est la différence extraordinaire qui existe entre le langage et l'action. Tout le monde le dit, que ce soient des industriels, même les patrons de Suez. Mais si tu veux avoir accès à l'eau, tu dois payer! Mais tout le monde dit que l'eau, c'est la vie. Et bien la crise de l'eau que des milliards de gens n'ont pas accès à l'eau. Et donc c'est parce que c'est la vie qui est en crise, c'est le droit à la vie. Or vous imaginez qu'en ce moment, on peut considérer que de 2 à 3 milliards de gens n'ont pas accès à l'eau, parce qu'ils sont pauvres, pas parce qu'il manque l'eau dans les régions où ils vivent. Même lorsqu'il y a abondance d'eau, les gens qui n'ont pas d'argent n'ont pas accès à l'eau. Alors est-il possible, que nous, sociétés qui prétendent être développées – on parle même de développement durable –, qu'il soit fondé que 3 milliards de gens n'ont pas accès à l'eau parce qu'ils en peuvent pas l'acheter?

L'exemple le plus scandaleux, c'est que 2 milliards de gens ne savent pas ce qu'est une latrine. Dans la communauté internationale, depuis 25-30 ans, on n'a pas trouvé 30 milliards de dollars pour permettre à tout le monde d'avoir accès aux latrines publiques. Maintenant, on trouve 900 milliards pour l'automobile. La France trouve combien de milliards pour donner une prime pour les envoyer à la casse, et pour produire des voitures? C'est plus important l'automobile? Le plus important, ce sont les actionnaires des entreprises qui produisent les automobiles. Il faut produire que pour la valeur des actions puisse atteindre des valeurs élevées. Et alors on ne trouve pas pour des latrines. Et ça c'est grave. C'est pour cela que la crise de l'eau est importante. Et donc ils demandent des réponses extraordinairement fortes. Cela dépend des choix politiques, économiques.

L'eau américaine détruit la société. On parle de guerre de l'eau en Espagne. Ils se disputent, soit à cause des usages concurrents, soit entre telle ou telle communauté, soit par rapport à l'allocation des ressources: des transferts d'eau. Une société est-elle celle où à l'intérieur de la population on se dispute par rapport à l'accès à l'eau, à l'usage de l'eau? Et si vous détruisez la société, alors que vous ne faites que raconter que l'eau est un bien commun essentiel pour la vie, au fond vous détruisez le vivre ensemble, et le devenir des gens. Donc ce qui va être, est conditionné par une manière anti-droit à la vie. Alors c'est pour toutes ces raisons là que nous avons avec d'autres créé un institut sur la recherche politique de l'eau. Nous avons essayé d'organiser cette conférence, pour à la fois contester violemment. Il ne faut pas accepter les compromis: on est limités, on est des humains, on fait des fautes. Or ça, c'est une faute qu'on peut corriger. Donc pour protester violemment vis-à-vis de nos dirigeants. Et de leur dire: écoutez, vous avez une énorme responsabilité. Il y a 3 milliards de gens qui crèvent de faim, et surtout d'eau; c'est votre responsabilité. Et donc, nous demandons de travailler pour une espèce de morale sur un accord

politique mondial sur l'eau. Vous savez, les problèmes sont connus. Des bibliothèques entières décrivent l'eau dans le Var, ou en Aquitaine. Les solutions sont connues aussi: solutions techniques, économiques, institutionnelles. Alors pourquoi ne résout on pas le problème? Ce n'est pas une question qu'on ne peut pas. Mais c'est qu'on ne veut pas. Parce que nous sommes une société dominée par des principes qui n'impliquent pas le droit à la vie comme étant la priorité absolue de nos sociétés. Ce sont de toutes autres priorités qui l'emportent. En ce moment effectivement, maintenir le marché automobile. La France fait pour son automobile, l'Italie de même. Dans 10 ans, il y aura seulement un ou deux gros constructeurs automobiles au monde; hé bien les Français pensent qu'il sera français, et les Italiens que ce sera Fiat, les Allemands que ce sera Mercedes, et les Américains que ce sera Ford ou General Motors. Alors, est-ce que c'est ça, la priorité? Alors qu'après, tous les gouvernements nous décrivent que la situation est catastrophique. Voilà l'enjeu de l'eau et l'enjeu politique. Ce n'est pas une politique partisane; la politique c'est un choix de société.

**Ruth Stégassy** : Politique avec une lettre majuscule. Le document auquel vous venez de faire référence, c'est ce que vous appelez la bibliothèque mondiale de l'eau. Et effectivement, il y a aujourd'hui un nombre de documents tout à fait impressionnant, qui émanent des grandes institutions internationales: le programme des Nations Unies pour l'environnement, pour le développement, la FAO, l'OMS, etc. Et de fait, vous avez également une solution mondiale pour ces questions là. Vous expliquez que ce sera nécessairement la planète entière qui pourra résoudre ces questions. Alors, ça appelle deux questions. D'une part le fait que, depuis quelques années déjà, des groupes se sont formés, et se prétendent des groupes mondiaux. Et je pense là au forum mondial de l'eau, qui se tient à Istanbul, et qui existe déjà depuis quelques années. Deuxième question: en revanche, curieusement, l'eau n'est pas inscrite à l'agenda des discussions sur le climat. Et en particulier, vous réclamez à la conférence des partis (?) qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009. Donc entre cette absence étonnante d'un côté, et cette présence peut-être tout aussi étonnante de l'autre, comment est-ce que vous vous situez?

**Ricardo Petrella** : La réponse est commune, effectivement. Le fait est que la politique mondiale de l'eau est soumise à une mystification terrible. Et c'est hélas à partir des entreprises multinationales de l'eau française, qui à partir du début des années 1990, ont réussi à convaincre la Banque mondiale qu'il fallait inventer un nouveau paradigme: une nouvelle théorie, une nouvelle conception de l'eau, fondée sur la valeur économique de l'eau. Valeur économique qui signifie qu'il faut donner un prix à l'eau; On dit qu'il faut des tuyaux pour porter l'eau, donc des coûts, donc qu'il faut monter les prix. Alors que ce n'es pas vrai. Ca semble si vrai, que ça n'est pas vrai. Parce que c'est vrai qu'il y a un coût de tuyaux, mais le problème n'est pas de savoir s'il y a un prix de marché, c'est savoir qui couvre ce coût. Or, les entreprises multinationales privées, ont réussi à dire: c'est aux consommateurs, le coût. Et alors on a inventé l'idée que l'eau finance l'eau. Ca c'est l'idée des multinationales françaises privées. Comme l'hôpital finance l'hôpital, l'école finance l'école. C'est-à-dire qu'on a fait une grande mystification autour de la théorie des coûts. Et à partir de ce moment là, ils ont réussi à dire que c'est au consommateur, et pas à la collectivité; à travers la fiscalité. Abandonnons la fiscalité comme source principale de couverture du coût pour des services essentiels à la vie. C'est le partage, à travers la fiscalité, des richesses produites, qui doit financer l'accès à tout



le monde de biens que la société considère essentiels, indispensables, pour la vie. Si on doit considérer que l'eau n'est pas essentielle pour la vie, alors c'est vrai que pourquoi prendre en charge le coût? Mais la société dit que l'eau est essentielle et indispensable à la vie. Et alors pourquoi faut-il donner accès à cette chose essentielle? Et donc la valeur ajoutée de l'accès à l'eau va aux actionnaires.

Il faut lever cette grande mystification, il faut convaincre les gens. Il faut convaincre le gouvernement français, car la France est la plus grande puissance économique au monde.

**Ruth Stégassy** : Pourquoi?

**Ricardo Petrella** : Dans le sens qu'elle a des institutions, des entreprises. Les entreprises françaises, pour 400 millions de gens qui sont servis par des privés, les entreprises françaises dominent plus de 60% du marché mondial. Ils ont convaincu même les Nations Unies que la solution au problème de l'eau passait par cette marchandisation économique, financière, en disant: il n'y a que l'argent qui commande le comportement rationnel des gens. Et alors ils ont inventé l'idée que la politique de l'eau devait dépendre d'un partenariat public et privé, où le public crée les conditions, fixe les règles de la liberté des entreprises, du secteur privé. Disons qu'après, vous public vous devez devenir pauvre d'un point de vue fiscal, vous ne devrez plus avoir beaucoup de finances publiques. Parce que le public a beaucoup d'argent, il le dépense mal. Donc, ils ont convaincu que la puissance publique doit devenir pauvre. Et si la finance publique n'a plus de finances pour faire des aqueducs, alors c'est le privé. Alors le public fixe les conditions pour que le capital privé soit intéressé à faire des aqueducs, des barrages. Et comment est-ce qu'un capital privé réussit à faire des aqueducs? Et bien, si les taux de retour sur investissement, de retour sur le capital privé. Mais il vaut mieux investir dans l'auto, et non pas investir dans l'eau. Donc le capital privé investit dans l'eau uniquement si l'espérance de profit est égale à investir dans le chocolat. Si le taux de retour sur investissement est plus élevé sur le chocolat, on ne va pas faire de l'eau. Avec tout ça, ils ont réussi à bâtir un monde dans lequel; à l'heure actuelle la politique mondiale est discutée dans ce forum, qui est pilotée par un conseil mondial de l'eau, qui avait été créé par les entreprises privées. Je vous signale que le conseil mondial de l'eau est présidé par le président des eaux de Marseille, qui est privé, et dont le capital est à 48,5% possédé respectivement par Suez et Veolia. Ce sont les deux plus grandes compagnies mondiales de l'eau. Ce partage de l'entreprise Eaux de Marseille, dont le président est président du Conseil mondial de l'eau. Bien entendu, ces entreprises ne défendent pas leur intérêt dans le conseil d'administration, n'est-ce pas?!! C'est évident: Alors, ce conseil là, avec le forum mondial de l'eau, sont devenus les lieux où l'on discute. Et ça, c'est la plus grande mystification qui puisse être, parce que c'est un processus de nature privée, qui s'habille sous un manteau – parce que les Nations Unies, les Etats, participent – pour mener une politique mondiale de l'eau inspirée par une logique qui augmente la marchandisation et la rentabilité de l'eau.. Alors, je pense que le fait que la conférence des partis de Copenhague, depuis des années d'ailleurs, ne prévoit pas pour l'instant, l'inclusion de l'eau dans la thématique, dans la politique des négociations dont va naître un traité sur l'environnement dans le monde. C'est une négociation extrêmement importante pour l'avenir du monde, de savoir quelle politique d'organisation du monde va naître, de la conférence de Copenhague. Et bien elle ne prévoit pas l'eau, parmi les thèmes des problématiques traitées, sinon comme subsidiarité de

problèmes liés à l'eau. L'énergie pose des problèmes pour l'eau. Et le thème central c'est l'énergie. Or là, c'est le défi politique de cette conférence. Or, l'énergie est le problème le plus fort pour qui? Pour les pays développés; c'est parce que nous sommes dévoreurs d'énergie. Pour l'Afrique, le problème c'est d'avoir des médicaments, des écoles. Bien sûr, il faut de l'énergie pour les médicaments, pour l'école! Mais enfin, c'est d'abord ça: c'est l'eau, pour les Africains. C'est pour les 500 millions d'Indiens qui ne savent pas ce que c'est qu'une goutte d'eau potable. Pourquoi l'énergie est la seule problématique à l'agenda politique du futur? C'est parce que c'est pour nous les pays développés, que c'est notre problème numéro 1. L'eau n'est pas un problème numéro 1 Pour l'instant, même si tout à l'heure on a dit que ça commence à l'être aussi. Alors, voilà une belle occasion, pour les citoyens aussi. Pourquoi les citoyens ne protègent pas, qu'ils ne sont pas actifs dans ce domaine? On dit souvent, mais c'est parce que nous sommes tous ignorants, parce qu'on ne nous informe pas, parce qu'il manque la communication, parce que la démocratie est défaillante, etc. Oui et non. L'information existe, elle est mal utilisée, elle est mal orientée. Si on veut faire fonctionner les conseils municipaux, on peut s'en occuper. Donc je trouve que la question que vous avez posée sur l'eau à Copenhague, nous renvoie à la figure l'idée si nous sommes véritablement des citoyens.

**Ruth Stégassy :** De fait, vous proposez une occasion aux citoyens d'intervenir, avec la rédaction d'un mémorandum, dont vous dites qu'il est, non pas une obligation à endosser de force par les Etats, mais en tout cas une forme de programme qui serait la preuve que les citoyens sont derrière cette histoire là.

**Ricardo Petrella :** Tout à fait. Effectivement, ce mémorandum est une manière de prise en charge par les citoyens de leurs propositions. Nous sommes très heureux qu'au parlement européen, tous les groupes politiques aient accepté que le travail sur ce mémorandum se fasse au parlement européen. Pour nous, cela montre que le parlement européen peut devenir un lieu important pour la participation des citoyens. Les catholiques diraient que l'église est la maison de Dieu; alors le parlement européen, c'est la maison des citoyens, non? Alors, il faut prendre cette opportunité, et alors ensuite bien entendu rester vigilant, mobilisé, pour que cet accord mondial sur l'eau; l'important c'est qu'il y ait une initiative politique forte pour dire que ce n'est pas possible qu'il y ait des gens qui n'aient pas accès à des latrines, que ce n'est pas possible que 2 milliards de gens n'aient pas accès à l'eau potable. Ce n'est pas possible, de polluer comme ça nos rivières et nos sols. Il faut creuser l'applicabilité des solutions qu'on connaît. Alors le mémorandum, c'est avancer sur la concrétisation de ce transfert. On a déjà inventé ce qu'il faut faire. Pourquoi faut-il utiliser de l'eau potable, qui coûte effectivement très cher, pour ensuite l'accompagner dans les égouts? On pourrait utiliser de l'eau résiduelle; on pourrait prendre de l'eau déjà utilisée pour faire la salade, et mettre dans les toilettes.

**Ruth Stégassy :** Ou pas d'eau du tout.

**Ricardo Petrella :** Il y a des toilettes sèches, etc. Mais avant que les gens ne soient convaincus par les toilettes sèches, moi qui ai 68 ans... Donc il est possible, on sait que utiliser l'eau pour les toilettes est un des usages le moins durable, le moins rationnel, qu'on puisse utiliser. Et bien, pourquoi n'essayons nous pas de faire un accord mondial entre tous nos pays qui utilisent l'eau pour les toilettes, d'inventer? Il

existe des solutions techniques. On utilise 30% de l'eau potable pour les toilettes. Moi je vous donne un exemple de mon pays. En Italie nous consommons 258 litres par jour par personne. C'est beaucoup; c'est le taux le plus élevé. En France, on est aux alentours de 180 litres. 30% de ça, va dans les toilettes. Autrement dit, 75 litres par Italien par jour, multiplié par 60 millions. Et bien toute l'Afrique pourrait avoir accès à l'eau, avec ce que les Italiens utilisent comme eau potable dans les toilettes. C'est du bon sens, et on ne fait rien

**Ruth Stégassy** : Oui, mais les chiffres sont simples, les solutions techniques peuvent être assez simples, effectivement. Là où ça devient plus compliqué, et vous le savez bien, c'est que la solution politique que vous appelez, une solution internationale, et on le retrouve dans le titre même du colloque, demande de faire la paix avec l'eau Et faire la paix avec l'eau de transcender les frontières, de transcender tout un système politique qui s'est mis en place depuis longtemps.

**Ricardo Petrella** : Il y a deux principes fondamentaux qui ont été très bons, très importants, qui ont changé la vie de nos sociétés aux 19-20<sup>ème</sup> siècles, surtout au 19<sup>ème</sup> siècle: ça a été le principe sur l'international, qui comportait la souveraineté des peuples. C'est très important, heureusement qu'on a appliqué ce principe. La seule chose aujourd'hui, c'est que le principe de la souveraineté nationale absolue sur les ressources naturelles, devient une affaire de progrès, devient source principale d'injustice sociale, de mauvais gouvernement, de mauvaise gestion des ressources. Et donc il faut commencer à dire que si le 19<sup>ème</sup> siècle avait été le siècle de l'autodétermination des peuples, avec le principe de souveraineté internationale, alors le 21<sup>ème</sup> siècle devra rester dans l'Histoire comme le siècle qui a inventé le dépassement du principe de souveraineté nationale, et inventé la reconnaissance politique et économique de l'humanité. La nation n'est plus l'élément final du principe initial. Nous sommes l'humanité. Et comme on nous dit que tout est mondialisé, alors on dirige la finance, la technologie, les transports. On mondialise tout: la culture, la musique, l'art. Et puis, la mondialisation politique, non. Ca, c'est un peu bizarre, non? Et alors donc, la souveraineté nationale doit passer par des graduations, et devenir petit à petit, ma prochaine étape c'est la souveraineté partagée. Et à la fin, la souveraineté signifie être responsable. Ca c'est la souveraineté la plus belle. Les Français sont souverains parce qu'ils sont responsables de l'eau, au nom de l'humanité. Les Français sont souverains par rapport à leur sécurité militaire, parce qu'ils partagent les ressources pour garantir la sécurité de tous Et ça, ça doit être les enjeux fondamentaux de notre 21<sup>ème</sup> siècle, qui à mon sens, sera marqué par le fait qu'on aura reconnu juridiquement, politiquement, l'humanité.